

DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMUNE de CHARNOZ-SUR-AIN

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE 9.1.

Vu pour rester annexé à la délibération du 14/06/2022

Le maire,

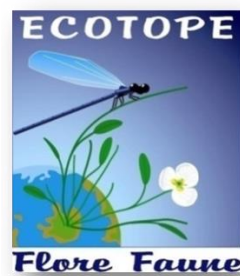
Jean-Louis Guyader

POS approuvé le 24 février 1995
Mise à jour le 4 octobre 2005
Révision simplifiée le 17 décembre 2009
Modification simplifiée du 1^{er} décembre 2011
Mise en compatibilité le 28 novembre 2012
POS caduc le 27 mars 2017

PLU élaboré le



Agnès Dally-Martin - Etudes d'Urbanisme
30 chemin du Gaillot, Le Mollard 01160 St-Martin-du-Mont
04-74-35-54-35 / adallymartin@gmail.com



Liste des servitudes applicables

Servitude AC1 de protection des sites et monuments historiques

L'Abside et le carré du transept de l'église, sont inscrits depuis le 7 décembre 1925 (voir ***l'arrêté ministériel du 7 décembre 1925***).

Cette protection constitue une servitude d'utilité publique dont la gestion est assurée par le service territorial de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Ain (service régional DRAC).

En conséquence :

- Un **monument historique classé** ne peut faire l'objet de travaux de restauration, de démolition ou de modification quelconques sans autorisation de l'administration.
- Aucune modification d'un **monument historique inscrit** ne peut être effectuée sans avoir 4 mois à l'avance avisé le service gestionnaire et indiqué les travaux envisagés (articles L621-27 et L621-28 du code du patrimoine)
- **La protection des abords des monuments historiques inscrits ou classés** (secteur 500 m de rayon ou autre) est régie par le code du patrimoine (articles L 621-30-1 ; L 621-31 ; L 621-32)

Un périmètre de protection de 500 m est tracé autour de l'église. Il concerne une partie du village : le centre ancien, des quartiers périphériques, des espaces agricoles et naturels.

Le PLU est l'occasion de réfléchir, en concertation avec les services de l'UDAP, à la meilleure prise en compte du patrimoine communal et de ses abords, dans une logique d'unité du centre-village.

Le service de l'UDAP a proposé de modifier ce périmètre de protection.

La modification de ce périmètre de protection (périmètre délimité des abords) est donc opérée pendant l'élaboration du PLU en lien avec l'utilisation des outils mobilisables dans un PLU (préservation d'éléments bâtis ou végétaux concourant à la protection du paysage local).

L'objectif est de revoir le périmètre pour qu'il colle plus à la réalité de la protection. Le nouveau périmètre vise à préserver l'écrin autour de l'église : les quartiers bâtis environnants et les pentes naturelles qui forment le socle, l'assise du bâtiment.

Service gestionnaire

Direction Régionale Des Affaires Culturelles Rhône Alpes (DRAC)
6 quai St Vincent 69001 LYON
04 72 00 44 00

Localement : Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Ain (UDAP) de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01000 BOURG-EN-BRESSE.

Servitude AS1 relative à la conservation des eaux potables

La commune est concernée par les puits captages de Charnoz-sur-Ain.

Les puits captages de Charnoz-sur-Ain et leurs périmètres de protection ont été déclarés d'utilité publique par **arrêté préfectoral du 5 janvier 1994**.

Le code de la santé publique prescrit diverses servitudes en matière d'activités susceptibles d'être exercées dans les périmètres de protection de captage qui dépendent de la nature du périmètre : immédiat, rapproché ou éloigné.

Service gestionnaire

Agence Régionale de Santé (ARS)
Délégation territoriale de l'Ain
9 rue de la Grenouillère
CS 80409
01 012 Bourg-en-Bresse cedex

Servitude EL3 de halage et de marchepied

Articles L. 2131-2 à L. 2131-6 du code général de la propriété des personnes publiques

Servitude de marchepied :

Les propriétés riveraines d'un cours d'eau ou d'un lac domanial sont grevées sur chaque rive d'une servitude de 3,25 mètres, dite servitude de marchepied. Cette servitude interdit, dans cette bande de 3,25 mètres, aux propriétaires riverains de planter des arbres ou de se clore par des haies ou autrement.

Servitude à l'usage des pêcheurs :

Il existe sur les terrains grevés des servitudes de marchepied et de halage, une servitude dite « à l'usage des pêcheurs ». En effet, l'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques dispose que *"... Tout propriétaire, locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau ou d'un lac domanial est tenu de laisser les terrains grevés de cette servitude de marchepied à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons. ..."*

En outre *"... Le long des canaux de navigation, les pêcheurs et les piétons peuvent user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la navigation. ..."*

Sur décision de l'autorité administrative, le droit visé à l'alinéa précédent peut exceptionnellement être supprimé soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de sécurité lorsque les berges sont incluses dans des établissements industriels.

Article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques, modifié par la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 – art. 53

"Les propriétaires riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 3,25 mètres. Leurs propriétés sont grevées sur chaque rive de cette dernière servitude de 3,25 mètres, dite servitude de marchepied.

Tout propriétaire, locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau ou d'un lac domanial est tenu de laisser les terrains grevés de cette servitude de marchepied à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons.

La responsabilité civile des riverains visés au deuxième alinéa ne peut être engagée au titre des dommages causés ou subis à l'occasion du passage des pêcheurs ou des piétons qu'en raison de leurs actes fautifs.

Les propriétaires riverains des cours d'eau domaniaux sont tenus, dans l'intérêt du service de la navigation et partout où il existe un chemin de halage ou d'exploitation, de laisser le long des bords desdits cours d'eau domaniaux, ainsi que sur les îles où il en est besoin, un espace de 7,80 mètres de largeur. La servitude dont est ainsi grevée leur propriété est dite servitude de halage.

Ils ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 9,75 mètres sur les bords où il existe un chemin de halage ou d'exploitation.

Le long des canaux de navigation, les pêcheurs et les piétons peuvent user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la navigation.

Sur décision de l'autorité administrative, le droit visé à l'alinéa précédent peut exceptionnellement être supprimé soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de sécurité lorsque les berges sont incluses dans des établissements industriels.

Lorsqu'un cours d'eau est déjà grevé de la servitude prévue au IV de l'article L. 211-7 du code de l'environnement (relative au SAGE existant), cette dernière servitude est maintenue.

Une commune, un groupement de communes, un département ou un syndicat mixte concerné peut, après accord avec le propriétaire du domaine public fluvial concerné, et le cas échéant avec son gestionnaire, entretenir l'emprise de la servitude de marchepied le long des cours d'eau domaniaux."

La servitude s'applique directement sans qu'une mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire.

La conséquence pour la commune :

- Servitude de marchepied de 3,25 m sur la rive gauche de la rivière d'Ain ;
- Possibilité pour la commune, sous condition d'accord avec le propriétaire ou le gestionnaire, d'entretenir l'emprise de la servitude de marchepied en contribution à la préservation de la biodiversité ;
- Exploitations de carrières interdites en lit mineur ;
- Extractions interdites à moins de 35 mètres des limites du lit mineur.
- La possibilité d'implanter en bordure de voie d'eau les équipements nécessaires au trafic fluvial.

Service gestionnaire

Direction départementale des territoires de l'Ain
23 rue Bourgmayer
CS 90410
01 012 BOURG EN BRESSE CEDEX

Servitude I1 relative aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides (pétrole brut)

Décrets des 16 décembre 1960, 18 décembre 1970 et 3 février 1972.

La commune est traversée par les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides (2 pipelines) :

- PL1 diamètre 34" (864 mm), Fos-sur-Mer – Karlsruhe
- PL2 diamètre 40" (1016 mm), Fos-sur-Mer – Oberhoffen-sur-Moder
- + câble coaxial (LGD n°393) de télécommunications

L'arrêté préfectoral du 18 janvier 2018 institue des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Charnoz-sur-Ain (maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients que les canalisations présentent).

Servitude PM1 relative aux plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) et plan de prévention de risques miniers (PPRM)

La commune est concernée par le plan de prévention des risques naturels prévisibles inondation approuvé par **l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2005**.

Service gestionnaire

Direction départementale des territoires, DDT
23, rue Bourgmayer
CS 90410
01012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX

Servitude T5 relative à l'aéronautique de dégagement

La commune est impactée par l'aérodrome de Pérouges-Meximieux.

Les surfaces de dégagement ont été établies autour de l'aérodrome de Pérouges-Meximieux consécutivement à **l'arrêté ministériel du 7 juin 2007**.

Cet arrêté fixe les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement de servitudes aéronautiques, à l'exclusion de servitudes radioélectriques.

Gestionnaire

Direction Générale de l'Aviation Civile
Service National d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA) – Département Centre et Est
210 rue d'Allemagne
BP 606
69 125 Lyon Saint-Exupéry Aéroport